

ARRÊTÉ DU MAIRE

MODIFICATION DE RÉGIME DE PRIORITÉ RUE DE LA RÉSIDENCE MAURICE THOREZ

Le Maire de la commune de Petite-Forêt,

VU la loi modifiée n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU le Code de la route et notamment les articles R110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28, R 417-3, R 417 -10§II 10, §4 et R 411- 25 al 3,

VU l'arrêté interministériel modifié du 24/11/67, portant instruction générale sur la signalisation routière,

CONSIDÉRANT qu'il revient à l'autorité municipale de veiller à la sécurité des riverains,

CONSIDÉRANT les excès de vitesse constatés sur la rue de la résidence Maurice Thorez,

CONSIDÉRANT qu'il convient de modifier le régime de priorité en instaurant un « stop » dans la rue de la résidence Maurice Thorez afin d'en sécuriser la circulation,

ARRÊTE

Article 1 : à compter du 18 octobre 2021, un « STOP » sera matérialisé à l'intersection de la rue Maurice Thorez et la rue de la résidence Maurice Thorez, les usagers sortant de la rue Maurice Thorez seront prioritaires,

Article 2 : la limitation de vitesse sera de 30km/h et matérialisée par un marquage au sol,

Article 3 : la signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, la fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les services techniques municipaux,

Article 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur,

Article 5 : Le présent arrêté figurera au registre des arrêtés municipaux et ampliation sera transmise à :

- Madame la Directrice Générale des Services,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques,
- Monsieur le Commissaire de Police de Valenciennes,
- Monsieur le Commandant des Pompiers d'Anzin,
- Monsieur le Chef de la Police Pluricommunale,

Mairie de Petite-Forêt
Secrétaire Général



Le Maire,

Sandrine GOMBERT.

Acte notifié et/ou affiché le : 08 OCT. 2021

Le Maire certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Lille, dans un délai de 2 mois, à compter de sa notification et/ou de son affichage ; saisine possible par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr



Le Maire,

Sandrine GOMBERT.